

# « CHOC DES SAVOIRS »

## Mauvaise réponse



### Garder la main sur le métier

Le 5 décembre 2023, Gabriel Attal annonçait les mesures du « choc des savoirs ». Si la mise en place de groupes de niveau au collège, organisant le tri social des élèves, a été la plus commentée, les attaques contre le premier degré sont tout aussi majeures. Renforcement du contrôle du métier – labellisation des manuels et révision des programmes – et promotion de dispositifs augmentant les inégalités d'apprentissage se conjuguent pour dégrader toujours plus une école publique au bord de la rupture.

Après le passage éclair d'Amélie Oudéa-Castéra, et malgré des éléments de langage modérateurs, Nicole Belloubet a bel et bien la charge d'appliquer la feuille de route fixée par le nouveau premier ministre. Et ce malgré l'opposition unanime de la communauté éducative, exprimée lors du Conseil Supérieur de l'Éducation du 8 février. « Le taux de réussite au brevet et sans doute au bac diminuera dans les années à venir. J'en ai conscience et je l'assume. », disait Gabriel Attal. Un renoncement inédit et explicite à l'élévation générale du niveau scolaire et à la démocratisation de la réussite scolaire.

Pour résorber les inégalités scolaires, le métier doit rester à la main des enseignant-es, de la conception des situations d'apprentissage jusqu'à l'évaluation. À cette fin, « choc des savoirs » et évaluations nationales, clé de voûte de ce système, doivent être abandonnés.

### Choix du manuel... ce qu'en disent les PE

#### LA MÉTHODE SINGAPOUR

« J'ai essayé la « vraie » méthode il y a quelques années mais elle n'était pas conforme aux programmes. Finalement je n'ai gardé que le matériel! Je ne me retrouve pas dans la nouvelle version qui est « adaptée » et trop simplifiée. » (Sophie, Yvelines)

#### UN CHOIX PÉDAGOGIQUE

« Il se prête au niveau de mes élèves et permet beaucoup de travail en autonomie. » (Stéphanie, Strasbourg)

#### DES PE FORMÉS À MIEUX CHOISIR

« Je travaille avec la même méthode depuis plusieurs années, mais je ne fais jamais la même chose car je m'adapte au groupe classe. Les PE devraient être formés à chercher les ressources qui leur correspondent le mieux ainsi qu'à leur groupe classe. Il serait dangereux de ne pas encourager la concurrence entre les méthodes et d'aller vers une solution de facilité. » (Anouck, Champigny-sur-Marne)

# Recherche instrumentalisée

## Inégalités renforcées, difficultés ignorées



© MILLERAND / LES GRENADES / ANAJA

### Décryptage

**Le choc des savoirs renforce les inégalités propres au système éducatif français pour une école encore plus ségrégative, sans répondre aux difficultés réelles.**

#### Nouvelles instructions

Les programmes seront révisés autour de repères de progressivité et d'objectifs annuels, voire périodiques. Le ministère a explicitement demandé au CSP (Conseil supérieur des programmes) de prendre appui sur les guides et circulaires pédagogiques produites depuis 2017. Une inédite mise sous tutelle pour des programmes attendus début avril pour une mise en œuvre la rentrée 2024, de la PS au CE2 (2025 pour CM1/CM2). Les objectifs chiffrés en lecture et en écriture se multiplient du CE2 au CM2... Fractions, décimaux et proportionnalité seraient anticipés dès le CE1/CE2.

FSU  
SNUipp

**L'incessante remise en cause des programmes déstabilise le travail des PE, contraints de s'adapter dans l'urgence. Enseignement par cycle et liberté pédagogique sont mis à mal par des repères annuels et infra-annuels. Le temps accordé aux apprentissages est comprimé, comme si tous les élèves apprenaient au même rythme.**

#### Redoublement

Le ministère instaure le passage « sous condition ». Stages de réussite, accompagnement personnalisé, tutorat ou redoublement sont à proposer en cas de difficulté. Un élève de CP ne maîtrisant pas la lecture redoublera dans un « parcours adapté » (classe à deux niveaux, horaires aménagés). Si l'accord de la famille est à rechercher, l'équipe pédagogique est décisionnaire.

FSU  
SNUipp

**Les prises en charge individualisées hors la classe n'ont pas permis de lutter contre la difficulté scolaire. Et la recherche a montré l'absence d'effets positifs durables du redoublement, mesure socialement inégalitaire. Le traitement de la difficulté scolaire nécessite**

**d'autres moyens : effectifs réduits, formation, RASED, « Plus de PE que de classes »...**

#### Labellisation des manuels

Des manuels de français et mathématiques seront labellisés par le ministère, sur la base du seul référentiel du CSEN (Conseil scientifique de l'éducation nationale), dès la rentrée 2024 en CP et CE1 et en 2025 pour CE2, CM1 et CM2.

FSU  
SNUipp

**La labellisation était jusqu'à présent l'apanage du monarchiste Guizot et de Vichy. La liberté pédagogique instaurée en 1880 par le républicain Ferry est battue en brèche. L'expertise des PE est niée alors que la recherche « Lire-écrire au CP » (2016) a montré que le manuel a moins d'importance que le savoir-faire pédagogique.**

#### Évaluations généralisées

Les évaluations nationales seront généralisées du CP à la seconde.

FSU  
SNUipp

**Axées sur une partie des compétences de français et mathématiques, ces évaluations tendent à réduire les apprentissages à ce qui est évalué. Au contraire, se centrer sur ce que les élèves sont en train d'apprendre permet, comme le recommande la recherche, de mettre l'évaluation au service des apprentissages, de l'analyse des productions et de la compréhension des procédures, des points d'appui et des difficultés des élèves.**

### LE DÉTOURNEMENT DE PISA

Quand Gabriel Attal a annoncé les mesures « choc du savoir » en réponse à la publication des résultats de l'enquête internationale Pisa\*, il a omis de préciser que la baisse de 21 points de la moyenne française en mathématiques (la plus basse depuis 2000) s'avère comparable à celle des autres pays. De même il s'est bien gardé de rappeler que l'OCDE\*\* elle-même défend de longue date, la non pratique du redoublement, et alerte sur la mise en place de groupes de niveau qui peuvent stigmatiser les élèves et accroître les écarts de performance. Pour inverser la courbe des résultats, particulièrement corrélés aux inégalités sociales en France, l'agence internationale conseille de renforcer formation initiale et continue des PE. Des recommandations expertes ignorées à ce jour par le gouvernement.

\* Programme international pour le suivi des acquis des élèves

\*\* Organisation de coopération et de développement économiques



## « Une accentuation de la ségrégation déjà existante »

**3 QUESTIONS À Pierre Merle, sociologue et spécialiste des questions scolaires et des politiques éducatives.**

### 1 QUELLE EST VOTRE ANALYSE DU « CHOC DES SAVOIRS » ?

Gabriel Attal annonce des mesures qui vont à l'encontre des préconisations de l'OCDE\* et de la recherche scientifique. Là où ces dernières recommandent de favoriser la mixité sociale, Gabriel Attal répond par une accentuation de la ségrégation déjà existante.

Pourtant, dans le classement Pisa 2022, la France fait partie des pays les plus inégalitaires. Aucune des mesures dont l'efficacité est prouvée n'est envisagée [telle que] réduire le nombre d'élèves par classe (...). Il n'est pas question des inégalités de réussite selon l'origine sociale en France alors que c'est le problème principal de l'école.

### 2 LES MESURES LES PLUS MARQUANTES POUR LE PRIMAIRE ?

Répéter qu'il faut renforcer les fondamentaux ne produit aucun résultat positif. C'est en France que les élèves bénéficient du plus d'heures sur ces disciplines sans que les résultats soient satisfaisants. Il en est de même du redoublement. Les études ont montré son inefficacité à l'école primaire. Un élève redoublant son CP semble mieux réussir dans l'immédiat, mais décroche en CE1 et/ou CE2. (...) La réussite scolaire ne dépend pas d'un élève en particulier, mais des conditions d'apprentissage tels que le nombre d'élèves par classe et les pédagogies mises en œuvre. (...) Il est paradoxal de vouloir renforcer l'autorité des professeurs tout en réduisant leur liberté

« On ne fait pas confiance aux enseignants alors que ce sont eux qui connaissent leurs élèves »

pédagogique. La labellisation ministérielle des manuels sans prendre en compte l'expertise des professeurs et chercheurs délégitime leurs compétences professionnelles.

On ne fait pas confiance aux enseignants alors que ce sont eux qui connaissent leurs élèves et qui sont susceptibles d'adapter au mieux leur enseignement.

### 3 QUELS EFFETS ATTENDRE DU REGROUPEMENT DES COLLÉGIENS PAR NIVEAU ?

Outre les difficultés organisationnelles liées à sa mise en œuvre, regrouper les élèves ainsi annule l'effet de pairs positif. (...) Un élève n'entrera plus en 6<sup>e</sup> mais en 6<sup>e</sup> groupe faible, et se percevra comme « nul ». Commencer le collège dans ces conditions est forcément décourageant. (...) Or l'école, comme tout lieu de vie, devrait être un lieu serein. Il existait déjà des ségrégations inter et intra établissements. Le ministre vient d'inventer la ségrégation intra-classe. Plus que de lutter contre les inégalités, ces groupes les accentuent.

\* Organisation de coopération et de développement économiques

➤ **Extraits de l'entretien paru dans *Fenêtres sur Cours*, n° 495, février 2024.**

## « Réinventons notre métier »

Le modèle éducatif qu'entend imposer le ministère s'ancre sur deux piliers. D'une part, une multiplication d'injonctions pédagogiques et de prescriptions de méthodes « miracle » qui rompt avec les consensus scientifiques. D'autre part, la difficulté scolaire est systématiquement traitée sur un mode individualisé et répétitif, isolant des élèves hors la classe. Ce modèle est une impasse. Toutes les études internationales en sciences de l'éducation montrent à l'inverse l'importance d'un haut niveau d'expertise des personnels pour traiter dans l'instant les difficultés, ou une plus grande effectivité

de l'hétérogénéité pour lutter contre les inégalités d'apprentissage.

Face à un métier de plus en plus sous contrainte, la FSU-SNUipp a lancé depuis quelques mois une campagne « Réinventons notre métier » pour construire collectivement les résistances. Avec **l'Université d'Automne**, les stages dans les départements, le syndicat alimente la controverse professionnelle. Grâce à l'apport des mouvements pédagogiques et de la recherche, elle permet de penser un



métier au service de la réussite de toutes et tous. **Les actes du colloque « L'évaluation dans tous ses états »** rendent compte de cette dynamique collective en cours.



## « Réduire le métier à l'usage d'un manuel est caricatural »

### 2 QUESTIONS À Cécile Allard, maîtresse de conférence en didactique des mathématiques

#### 1 ENSEIGNER, UN MÉTIER COMPLEXE ?

Réduire le métier à l'usage d'un manuel est caricatural. Les enseignants utilisent plusieurs ressources, selon une étude Praesco 2019 de la Depp. Apprendre à discriminer les ressources et comprendre l'écologie d'un manuel devrait faire partie des compétences professionnelles des PE à développer dès la formation initiale. Ce nomadisme dans le choix des manuels, des méthodes, des ressources peut s'expliquer par le fait qu'aucune ne répond complètement à leurs besoins et à leurs attentes. Il est aussi lié à la difficulté de la gestion du groupe en fonction de l'expertise de l'enseignant. La succession des réformes empreintes de défiance a insécurisé les PE. Faute de formation, les connaissances didactiques se diffusent mal et apporter des réponses efficaces à des problèmes complexes requiert du temps. Dans les recherches collaboratives, il est possible « d'oser tenter autre chose » et d'agir positivement sur les acquis.

#### 2 LABELLISER UN MANUEL, QUELLES CONSÉQUENCES ?

La question est de savoir sur quels critères labelliser ? Qui va décider si tel manuel enclenche une activité mathématique robuste ? La condition serait que cela soit réalisé par un groupe constitué de formateurs/IEN et didacticiens proches du terrain. On cherche des leviers à Singapour et on met de côté l'expertise française. Or, enseigner dépend aussi de la culture de la société dans laquelle on vit.

➤ Extraits de l'entretien paru dans *Fenêtres sur Cours*, n°495, février 2024.

## Organiser la riposte

« Pour relever le défi d'une école plus égalitaire, pour former des citoyennes et des citoyens de demain éclairés, à même de relever les enjeux majeurs posés par les crises climatiques, démocratiques, sociales qui pèsent sur nos sociétés, une bifurcation est plus que jamais nécessaire. » C'est cette ambition qui constitue l'acte fondateur du collectif « Riposte », rassemblant la communauté éducative : mouvements pédagogiques et associations complémentaires de l'école, associations de parents d'élèves (FCPE), organisations syndicales (FSU, Unsa, SGEN-CFDT, SUD éducation) et plus de 130 chercheurs et chercheuses et personnalités du monde de l'Éducation\*. Face au constat accablant d'un système scolaire dégradé du fait « des politiques éducatives menées, conjuguées à un sous-investissement chronique », le collectif invite « toutes celles et tous ceux qui ne peuvent se résigner à une école du tri social, pour participer à [ses] travaux pour un Grenelle alternatif ».

Six chantiers ont été lancés traitant entre autres de formation, pratiques pédagogiques et de contenus d'enseignement émancipateurs, de mixité scolaire ou d'une gestion des personnels juste et respectueuse.

\* dont Dominique Bucheton, Philippe Meirieu, Véronique Boiron, Bernard Lahire, Cécile Allard, Jean-Paul Delahaye, Christine Passerieux, Stéphane Bonnery, Edwige Chirouter, Jean-Yves Rochex, Laurence de Cock...

### SIGNEZ LA PÉTITION !

L'intersyndicale FSU, UNSA, FO, CFDT, CGT et SUD appelle à signer la pétition « contre un projet néfaste à l'École pour les élèves et pour les personnels [qui], au lieu d'en guérir les maux, (...) renonce à les voir et va les accroître »



## UN AUTRE PROJET POUR L'ÉCOLE

Parce que nos élèves sont toutes et tous capables, et qu'il est possible de rompre avec une école inégalitaire où le poids de l'origine sociale des élèves détermine des parcours scolaires ségrégués, la FSU-SNUipp défend un métier de conception, permettant d'agir pendant le temps de classe pour la réussite de toutes et tous. Pour ce faire, le syndicat majoritaire exige :

- ▶ le respect de la liberté pédagogique
- ▶ l'abandon des mesures du « choc des savoirs » et des évaluations nationales
- ▶ une formation initiale et continue de qualité fondée sur les acquis de la recherche et les besoins formulés par les personnels
- ▶ un allègement des effectifs dans toutes les classes
- ▶ la reconstitution des RASED
- ▶ le développement du « Plus de PE que de classes » pour renforcer la dimension collective du métier
- ▶ des créations de postes à la hauteur des besoins